ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 3011

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Jean Dufour, pour le groupe communiste.
M. Jean Dufour. Monsieur le ministre des affaires étrangères, ma question est à la fois un appel et une demande.
Un appel à entendre celles et ceux qui, en Palestine et en Israël, disent l'urgence qu'il y a à arrêter l'effusion de sang et à faire cesser l'occupation de territoires. Il est temps de renoncer à ces politiques de force et d'humiliation, qui font couler le sang des innocents, développent la peur, nourrissent la haine et la vengeance. La paix, la sécurité et la justice ne se gagneront pas avec les chars, les forces spéciales, l'occupation de territoires, pas plus qu'elles ne se gagneront dans l'escalade d'actions terroristes.
Il est temps, monsieur le ministre, grand temps d'aider, en Israël et en Palestine, tous ceux et toutes celles qui disent que seule la solution négociée constitue la voie de l'avenir. Un avenir fondé sur le respect de la légalité internationale, mettant en oeuvre les résolutions 242 et 338 des Nations unies. Un avenir intégrant sans ambiguïté l'existence de deux Etats souverains, Israël et la Palestine, qui vivront côte à côte avec Jérusalem pour capitale. Nous en avons la conviction, aspirations des peuples et intérêts des Etats souverains palestiniens et israéliens peuvent se conjuguer dans une paix juste et bénéfique.
Ma question est aussi une demande, car personne ne peut se contenter d'être un observateur et de laisser du temps au temps. Le temps, aujourd'hui, joue contre la paix, d'autant que des forces obscures sont à l'oeuvre, à la fois en Palestine et en Israël. C'est pourquoi, monsieur le ministre, nous pensons que la France et l'Europe doivent prendre sans attendre les initiatives qu'il convient pour rassembler autour de la table les protagonistes du conflit et les Etats qui pourront soutenir une solution juste et équitable pour le peuple palestinien et le peuple israélien. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste, du groupe socialiste, du groupe Radical, Citoyen et Vert et sur quelques bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.)
M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.
M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères. Monsieur le député, vous parlez d'appel. Eh bien oui, nous appelons les Israéliens et les Palestiniens à sortir ensemble, parce qu'ils ne pourront pas le faire séparément, de ce piège infernal dans lequel ils s'enfoncent un peu plus chaque jour.
Oui, nous appelons à l'arrêt des violences, des occupations, des colonisations, du terrorisme et de la violence aveugle. Oui, nous le faisons constamment. Et il faudrait que nous soyons entendus, parce que, sinon, ils n'auront pas d'autres perspectives que de voir la situation au Proche-Orient se dégrader constamment.
Oui, il n'y a pas d'autre solution - nous le savons tous ici et personne en France ne conteste cette idée : il faut un Etat palestinien viable, qui respectera complètement le droit à la sécurité d'Israël et qui non seulement ne représentera pour Israël aucune menace sur aucun plan mais qui enfin ouvrira une perspective de coopération pour commencer à bâtir ce Proche-Orient en paix et prospère dont Shimon Pérès a souvent parlé. Mais malheureusement, jusqu'à maintenant, cela reste une vue d'avenir.
Oui, nous ne cessons jamais d'appeler à la paix, et nous nous efforçons de travailler et rassembler avec les Européens, avec les Américains, avec tous ceux qui le veulent, une sorte de coalition mondiale pour la paix et la sécurité au Proche-Orient. Nous continuerons plus que jamais car vraiment la situation devient insupportable. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste, du groupe Radical, Citoyen et Vert et sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la

démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Données clés

Auteur : M. Jean Dufour
Circonscription : Bouches-du-Rhône (4e circonscription) - Communiste
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3011
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : affaires étrangères
Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 25 octobre 2001, page 6501
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 25 octobre 2001